



Diversification de l'économie
de l'Ouest Canada

Western Economic
Diversification Canada

Canada

La présente publication est également disponible en ligne au <https://www.wd-deo.gc.ca/fra/19531.asp>.

Les hyperliens menant aux sources de renseignements sont fournis dans la version en ligne.

Autorisation de reproduire

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans la présente publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, à condition que l'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude de l'information reproduite; que Diversification de l'économie de l'Ouest Canada soit identifié comme l'organisme source; et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite, ni comme une reproduction faite en affiliation avec Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ou avec son aval.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans la présente publication à des fins commerciales, veuillez communiquer avec nous par courriel à wd.publications.deo@canada.ca.

Tables des matières

Nouvelles et analyses	1
Événements à venir	8
Principaux Indicateurs Économique	12

À propos de Diversification de l'économie de l'Ouest

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été établi pour promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, ainsi que pour faire valoir les intérêts de cette région lors de l'élaboration

et de la mise en oeuvre d'orientations, de programmes et de projets dans le cadre de la politique économique nationale.

DEO joue un rôle essentiel, non seulement comme co-investisseur, mais aussi comme facilitateur et champion de l'Ouest, en effectuant des investissements stratégiques qui renforcent les moteurs économiques traditionnels de la région, tout en accélérant l'ouverture de nouveaux débouchés.

Les investissements stratégiques de DEO aident les chercheurs et les entreprises à faire passer leurs idées novatrices de l'étape du laboratoire à celle de la commercialisation, appuient le perfectionnement des compétences et encouragent les entreprises à innover. Nous défendons aussi les intérêts de l'industrie de l'Ouest canadien et ne ménageons aucun effort pour faire en sorte que nos entreprises soient solides, concurrentielles et bien positionnées pour profiter des perspectives qui s'ouvrent sur les marchés mondiaux.

A helicopter is shown in the upper left corner, dropping a bucket of fire retardant over a forest fire. The fire is visible as a large plume of white smoke rising from a line of trees. The sky is blue with scattered white clouds.

NOUVELLES ET ANALYSE

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Les répercussions de plus en plus grandes des feux de forêt sur les collectivités et les entreprises

Il est prévu qu'au cours du XXI^e siècle les changements climatiques augmenteront la fréquence des feux dans bon nombre de forêts canadiennes et que ces feux auront de graves répercussions environnementales et économiques. Les chercheurs ont élaboré des modèles climatiques mondiaux pour déterminer comment les changements climatiques changeront les régimes climatiques. Ils se sont surtout intéressés à la foudre, à l'humidité des combustibles, aux températures, aux précipitations et à la végétation, qui sont tous des facteurs influençant la fréquence et l'intensité des incendies. Les conditions favorables aux feux seront plus fréquentes au Canada et on s'attend à ce que la surface brûlée double d'ici la fin du siècle.

Les saisons de feux de forêt de 2017 et de 2018 en Colombie-Britannique ont été les pires de l'histoire de la province. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a déclaré l'état d'urgence lors des deux saisons. Les feux de 2017 ont forcé le

déplacement de plus de 65 000 Britanno-Colombiens et détruit 510 structures, dont 229 maisons, ainsi que des commerces et des collectivités. Plus de 1300 feux ont éclaté en Colombie-Britannique et couvert plus de 1,2 million d'hectares. Pendant la saison de 2018, 2 089 feux de forêt ont ravagé la province et brûlé environ 1,35 million d'hectares.

Les feux de forêt en Colombie-Britannique ont des répercussions à tous les niveaux du commerce et de la société. Les petites entreprises en particulier ont été durement frappées sur le plan économique en raison de leur fermeture durant ce qui aurait dû être leur saison la plus lucrative de l'année. Par exemple, pendant la saison des feux de 2017, environ 40 entreprises forestières, s'étalant de Merritt (Colombie Britannique) jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres au nord de Williams Lake, ont été forcées de cesser temporairement la récolte du bois. L'industrie touristique de la Colombie-Britannique a été durement touchée par les annulations et les fermetures de routes. Environ 47 % des entreprises dans la région de Thompson-Okanagan ont signalé des interruptions de leur activité au cours de la



la saison des feux de 2017. La Community Futures Development Association of BC (CFBC) a estimé que plus de 15 000 entreprises ont été touchées par les feux de forêt de 2017. La destruction physique, les fermetures et l'interruption des activités commerciales ont nui le plus à la Colombie-Britannique et à la région de Cariboo.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique se prépare aux feux de forêt à venir avec de nouvelles stratégies et un financement accru. Un budget de 101 millions de dollars pour la gestion des feux de forêt, soit 64 millions de plus que l'an passé, aidera à mettre en place un programme de brûlage dirigé plus complet. Ces fonds seront aussi utilisés pour acquérir de nouvelles technologies, comme des lunettes de vision nocturne pour détecter les feux plus tôt.

Le service de lutte contre les feux de forêt de la Colombie-Britannique ajoutera des équipes et augmentera les dépenses pour la prévention des incendies. Il équipera les pompiers sur le terrain d'ordinateurs et de drones pour les aider à faire la cartographie des feux et le balayage infrarouge, et à améliorer leur capacité aérienne.

Le programme d'investissement dans la résilience des collectivités, lancé en septembre 2018, recevra 10 M\$ de plus en soutien provincial pour aider les gouvernements locaux et les Premières nations à réduire les risques de feux de forêt.

Le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO) collabore aussi avec les collectivités touchées par les feux de forêt. En 2017, DEO a approuvé un financement de 1,3 million de dollars pour que la CFBC informe et conseille les entreprises frappées par les feux de forêt. Cela a été réalisé par l'entremise du Wildfire Business Transition Project, qui a démarré en novembre 2017 en partenariat avec les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC). Ce projet répondait au ralentissement économique dans les collectivités rurales et éloignées touchées par les feux de forêt. Avec la surveillance et la coordination de la CFBC, les SADC ont pu aider les entreprises à se relever et à se reconstruire par des activités progressives comme :

- l'encadrement axé sur la reprise;
- l'aide à l'accès aux fonds pour la reconstruction;
- le soutien d'ambassadeurs et des conseils professionnels.

DEO a financé 100 % du coût total du projet. En 2018, DEO a modifié le projet de 2017 en augmentant le financement de 540 000 \$ et en reportant la fin du projet d'un an, au 31 décembre 2019. L'aide financière de DEO couvre toujours 100 % du coût total du projet, soit 1,84 million de dollars.



ALBERTA

La transition de l'Alberta vers une économie à faibles émissions de carbone

Il est clair que les changements climatiques ont un effet de plus en plus grand chaque année sur notre environnement et nos collectivités canadiennes. La réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant de sources riches en carbone, comme le charbon, est reconnue mondialement comme une première étape essentielle pour réduire l'effet des changements climatiques. Les Canadiens reconnaissent l'importance de lutter contre les changements climatiques, mais nous voyons aussi les possibilités créées par ces défis.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone crée de nouvelles occasions de réduire les émissions de GES, d'investir dans l'énergie propre, fiable et abordable, de créer de bons emplois et de faire croître l'économie. Cela est particulièrement vrai dans le cas de la production d'électricité. Le

passage de l'électricité traditionnelle produite à partir du charbon à des sources d'énergie plus propres et plus rentables signifie que le Canada pourra respecter ses engagements internationaux dans la lutte aux changements climatiques. Cette transition place aussi notre industrie et nos établissements de recherche en position de devenir des chefs de file alors que l'économie mondiale s'adapte aux nouvelles réalités environnementales. C'est pourquoi le gouvernement du Canada s'est engagé en 2016 à éliminer progressivement d'ici 2030 l'électricité traditionnelle produite à partir du charbon dans le pays.

Cette transition est déjà en cours partout au Canada, mais quelques facteurs donnent à l'Alberta une longueur d'avance :



- les centrales au charbon de l'Alberta sont vieillissantes. Les mises à niveau nécessaires et le prix très bas de l'électricité sur le marché dans la province rendent prohibitifs les coûts de la production d'électricité à partir du charbon;
- le charbon est l'un des moyens de produire de l'électricité qui émettent le plus de GES. En 2014, le secteur de l'électricité a été à l'origine de 16 % des émissions de GES de l'Alberta.

Les centrales au charbon sont aussi une source de polluants qui diminuent la qualité de l'air et de l'eau. L'Alberta possède certaines des meilleures ressources éoliennes et solaires au Canada et le coût des technologies d'énergie renouvelable a beaucoup baissé dans les dernières années.

Change appointed a Task Force to help ensure that all Canadians are able to take advantage of the new economic opportunities of a low-carbon future.

En fait, certaines entreprises en Alberta ont déjà commencé bien avant 2030 à convertir des centrales au charbon en centrales au gaz naturel, une source d'énergie qui émet moins de GES. Selon Invest Alberta, il est prévu que l'investissement dans l'énergie renouvelable pour remplacer l'électricité produite à partir du charbon dépassera 10,5 milliards de dollars au cours des 11 prochaines années, et soutiendra directement au moins 7 200 nouveaux emplois. Les collectivités autochtones et rurales devraient aussi profiter grandement de cette croissance économique.

La transition vers une économie à faibles

émissions de carbone demande aussi de s'assurer que la transition est juste pour les travailleurs et les collectivités concernées au Canada. En avril 2018, le ministre canadien de l'Environnement et du Changement climatique a mis sur pied un groupe de travail pour s'assurer que tous les Canadiens peuvent tirer profit des nouvelles possibilités économiques d'un avenir sobre en carbone.

Le groupe de travail a fondé son travail et ses recommandations sur sept principes directeurs :

- le respect des travailleurs, des syndicats, des communautés et des familles;
- la participation des travailleurs à toutes les étapes de la transition;
- la transition vers de bons emplois;
- des collectivités viables et saines;
- la planification pour l'avenir, basée sur les réalités actuelles;
- des mesures cohérentes à l'échelle nationale, dirigées à l'échelle régionale et offertes à l'échelle locale;
- un soutien immédiat, mais durable.

Ces principes se traduisent déjà par des actions concrètes qui profiteront aux Albertains. Par exemple, dans le budget de 2019, DEO a reçu 105 millions de dollars de nouveaux fonds sur cinq ans pour bâtir des infrastructures communautaires dans les régions touchées par l'abandon du charbon. Cela s'ajoute aux 25 millions de dollars que DEO a reçus en 2018-2019 pour aider les collectivités en Alberta et en Saskatchewan à diversifier leur économie. DEO continuera à collaborer avec les gouvernements provinciaux et d'autres partenaires pour soutenir la croissance et la résilience des collectivités.



SASKATCHEWAN

Planification de l'avenir de la gestion de l'eau dans les Prairies

La Saskatchewan a été nommée d'après ses abondantes ressources en eau. Le nom de la province vient de la phrase crie « Kisiskatchewanî Sipî », qui signifie « la rivière qui coule rapidement ». La rivière Saskatchewan continue d'être une source de vitalité pour l'économie et les communautés de la province. Cependant, la Saskatchewan est confrontée à plusieurs défis en matière de sécurité de l'approvisionnement en eau.

Les études prévoient que la demande croissante en eau des utilisateurs industriels, agricoles et municipaux dans certaines zones pourrait dépasser l'offre dans un avenir proche. Les changements climatiques aggraveront probablement ces risques en augmentant la volatilité hydrologique et en dégradant la qualité de l'eau. L'Alberta et le Manitoba partagent ces problèmes imminents, qui concernent le vaste bassin interconnecté de la rivière Saskatchewan. Depuis 1969, les provinces des Prairies ont géré conjointement les ressources en eau par un accord transfrontalier.

Ce n'est pas la première fois que les parties concernées des Prairies s'unissent sur les questions de sécurité de l'approvisionnement en eau. Elles ont répondu aux sécheresses dévastatrices des années 1930 en élaborant une stratégie globale d'approvisionnement en eau. Cela a mené à la création du Projet de la Saskatchewan Sud, de 1958 à 1967, qui comprend les barrages Gardiner et Qu'Appelle et le lac Diefenbaker, le plus grand réservoir d'eau de la Saskatchewan.

Les experts en hydrologie, en science du climat et en développement économique demandent depuis longtemps un autre programme d'infrastructures hydrauliques de la même ampleur que le Projet de la Saskatchewan Sud. Le ministre canadien de la Sécurité publique et de la Protection civile, Ralph Goodale, a déclaré que le meilleur investissement serait un canal pour détourner plus d'eau du lac Diefenbaker vers le réseau de la rivière Qu'Appelle.



Une étude de 2012 a estimé que l'investissement nécessaire pour un tel projet serait proche de 1,5 milliard de dollars en dollars courants. En retour, le projet :

- contribuerait un montant de 130 milliards de dollars (dollars de 2012) au PIB du Canada dans les 40 premières années de fonctionnement;
- rendrait irrigables plus de 100 000 hectares de terres supplémentaires;
- créerait 426 000 années-personnes de travail;
- générerait 36 milliards de dollars de recettes fiscales fédérales et provinciales jusqu'en 2050;
- améliorerait grandement la qualité de l'eau dans la vallée de la Qu'Appelle.

Un projet de cette envergure, associé à une meilleure harmonisation des politiques de gestion de l'eau dans les provinces des Prairies, pourrait aider à protéger les collectivités des changements climatiques et ainsi rendre leur économie résiliente et prospère à long terme.

Le budget fédéral de 2019 a accordé 1 million de dollars à DEO pour que le Ministère lance le processus. DEO engagera avec ses partenaires provinciaux, municipaux et autochtones, et avec les intervenants de l'industrie un dialogue qui façonnera une nouvelle stratégie globale de gestion de l'eau. Une collaboration et un appui importants seront requis pour parvenir à une stratégie qui fait face aux changements environnementaux, aux besoins sociaux et économiques, et à la probabilité de sécheresses plus longues, d'inondations plus nombreuses et de conditions météorologiques extrêmes. Une partie du montant de 1 million de dollars financera une étude de suivi pour réévaluer le coût et l'incidence du projet de réseau de la rivière Qu'Appelle à la lumière des conditions économiques et environnementales actuelles.



MANITOBA

Le Manitoba réduit la dépendance aux combustibles fossiles en exportant de l'énergie hydroélectrique

Le Manitoba a tiré profit de la quantité d'eau qui coule dans la province pour devenir un producteur d'énergie verte et un exportateur majeur d'hydroélectricité. Le lac Winnipeg est le lac qui a le plus grand bassin hydrographique au Canada. L'eau se déverse dans le lac à partir du sud des provinces des Prairies, puis coule dans la rivière Nelson pour se jeter dans la baie d'Hudson.

Le réseau électrique de la province est alimenté par de l'énergie renouvelable à 99,7 %, soit un mélange d'énergie hydroélectrique et éolienne. Le Manitoba n'a produit aucune énergie à partir du charbon depuis que la dernière centrale a fermé en août 2018. La société d'État provinciale, Manitoba Hydro, fournit de l'électricité à presque tout le monde dans la province, et alimente aussi les foyers et les entreprises hors de la province. Par sa filiale, Manitoba Hydro International, elle sert plus de 120 pays dans le monde. Parmi ses services à l'étranger, on trouve :

- l'ingénierie;
- les lignes à haute tension et la construction;
- la gestion des services publics;
- les télécommunications.

La construction de la centrale de Keeyask est presque terminée. Cette centrale émettra moins de GES en 100 ans qu'une

centrale équivalente au gaz naturel en 6 mois, ou qu'une centrale au charbon en 3 mois. En 2015, l'exportation d'électricité du Manitoba a réduit les émissions mondiales de GES d'une quantité estimée de 7 500 kilotonnes d'équivalent en dioxyde de carbone. Cela équivaut au retrait de presque 1,6 million de véhicules des routes.

Manitoba Hydro a conclu certains accords de vente d'énergie qui entreront en vigueur dans les prochaines années et qui utiliseront les nouvelles centrales et lignes de transmission dans la province. SaskPower commencera à acheter 215 mégawatts (MW) d'hydroélectricité de plus en 2022 pour une période entre 18 et 30 ans, ce qui portera à 315 MW le total d'hydroélectricité envoyé en Saskatchewan. Entre 2009 et 2018, Manitoba Hydro a vendu pour 4 milliards de dollars d'électricité à des fournisseurs hors de la province par le biais d'ententes ciblées et de transactions immédiates. De nombreux accords sont actuellement conclus avec des services publics américains, comme Xcel Energy, qui fournit plusieurs États, et Wisconsin Public Service. Des études de faisabilité sont aussi en cours pour le passage d'une ligne hydroélectrique et de fibre optique dans le nord du Manitoba jusqu'à la région de Kivalliq au Nunavut, où les résidents dépendent des génératrices au diesel pour leur électricité.

Mis à part la vente d'énergie propre, le Manitoba accueille à Winnipeg l'Institut international sur le développement durable (IIDDD), qui est l'un des meilleurs établissements de recherche au monde dans ce domaine. Sa recherche de pointe couvre tout, des ressources en eau du Canada aux moyens novateurs de financer de nouvelles initiatives en matière de technologies propres. L'IIDD cherche des méthodes novatrices en matière de technologies propres qui peuvent être adaptées à d'autres pays ou régions où le besoin se fait sentir.

ÉVÉNEMENTS À VENIR

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Forum sur les possibilités pour Autochtones 2019

Vancouver, (C.-B.) | 14 juin 2019

Ce forum rassemblera des dirigeants autochtones, des dirigeants de l'industrie et des employeurs pour une discussion sur de meilleures pratiques et des investissements futurs dans le développement de communautés autochtones fortes.

19e Sommet international annuel sur les soins de santé

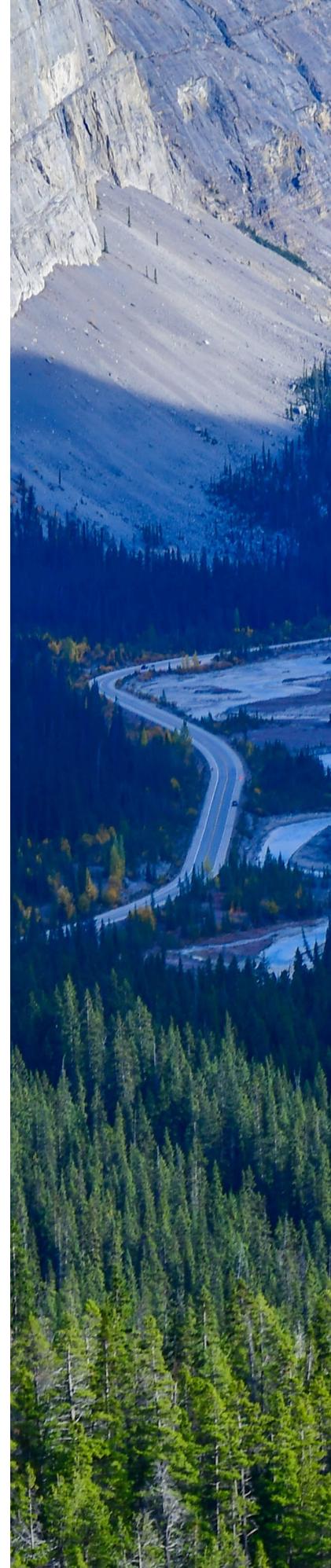
Kelowna (C.-B.) | 24 et 25 juin 2019

Ce forum permet à des représentants canadiens officiels du secteur de la santé, à des décideurs de haut niveau et à des représentants du secteur privé de se rencontrer et de discuter des moyens grâce auxquels le gouvernement transforme la prestation de soins de santé de qualité pour concevoir des solutions efficaces et efficientes. Cette année, le forum portera sur la génomique et la médecine personnalisée.

Exposition sur l'aérospatiale, la défense et la sécurité (EADS)

Abbotsford (C.-B.) | 8 et 9 août 2019

Cette exposition présentera des exposants de l'industrie, des conférenciers de premier plan, des discours, des tables rondes et des ateliers auxquels participeront des responsables gouvernementaux et des membres de l'industrie.



ALBERTA

Forum d'investissement du Stampede 2019

Calgary (Alb.) | Du 7 au 9 juillet 2019

Le Forum d'investissement du Stampede est un événement réservé aux gens invités qui montre pourquoi l'Alberta est le lieu où investir et faire croître votre entreprise.

AgSmart

Olds (Alb.) | 13 et 14 août 2019

Cet événement est une démonstration pratique et une exposition éducative portant principalement sur la technologie et les données dans l'ensemble du secteur agricole.



SASKATCHEWAN

Canada's Farm Progress Show

Regina (Sask.) | Du 19 au 21 juin 2019

Le Farm Progress Show du Canada présente aux producteurs locaux et aux clients internationaux les dernières innovations concernant l'équipement et la technologie de production agricole en milieu aride.

Sommet sur l'eau des Prairies

Regina (Sask.) | 24 et 25 juin 2019

Sur invitation seulement. Le Sommet sur l'eau des Prairies marquera le début de l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour améliorer la viabilité de la gestion de l'eau et des terres dans les Prairies et augmenter la résilience des collectivités face aux changements environnementaux.

Conférence panaméricaine sur les sources lumineuses pour l'agriculture

Saskatoon (Sask.) | 6 et 7 juillet 2019

Cette conférence vise à sensibiliser à la valeur des sources lumineuses pour la recherche en agriculture et à discuter avec des clients potentiels pour augmenter l'utilisation d'outils avancés d'imagerie synchrotrique.

Salon Ag in Motion

Langham (Sask.) | Du 16 au 18 juillet 2019

Plus grande foire agricole dans l'Ouest canadien, le salon offre un site extérieur aux agriculteurs tournés vers l'avenir qui souhaitent voir les plus récentes innovations agricoles.

Sommet annuel de la Région économique du Nord-Ouest du Pacifique

Saskatoon (Sask.) | Du 21 au 25 juillet 2019

Ce Sommet annuel sert de plateforme pour que les délégués explorent les défis communs dans la région, discutent des meilleures pratiques, renforcent les liens régionaux et élaborent des plans d'action pour relever ces défis dans l'avenir.

1er Congrès international sur le blé

Saskatoon (Sask.) | Du 21 au 26 juillet 2019

Cet événement est le premier en son genre et comprend plus de 100 conférenciers qui aborderont 6 domaines de recherche, 2 séances d'affichage, des visites sur le terrain, des activités culturelles, des prix pour étudiants et des activités de réseautage.



MANITOBA

Conférence mondiale sur les cultures commerciales de 2019

Winnipeg (Man.) | 26 et 27 juillet 2019

Forum mondial permettant aux membres de l'industrie agricole canadienne d'échanger leurs points de vue avec des experts internationaux du réseau agri-benchmark.

Rencontre annuelle de la Potato Association of America

Winnipeg (Man.) | Du 28 juillet au 1^{er} août 2019

Rencontre pour les gens de l'industrie de la pomme de terre de l'ensemble du Canada et des États-Unis afin de réseauter et d'échanger sur les dernières recherches, informations et idées pour faire avancer la science de la pomme de terre.

Conférence annuelle de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC)

Winnipeg (Man.) | Du 18 au 21 août 2019

Conférence annuelle pour les personnes qui travaillent ou étudient en administration publique au Canada.



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

PIB

	 C-B	 AB	 SK	 MB	 Canada	Dernière mise à jour
PIB¹ réel (milliards de \$ de 2007, prévision)	270 \$	350 \$	89 \$	69 \$	2 091 \$	2019
% de var. par rapport à l'année préc.	2,5 %	1,3 %	2,2 %	1,6 %	1,9 %	

MARCHÉ du TRAVAIL

	 C-B	 AB	 SK	 MB	 Canada	Dernière mise à jour
Emplois (DD, milliers)	2 562	2 350	580	654	19 029	avr. 2019
Variation par rapport au mois précédent	5,9	21,4	1,6	-0,4	106,5	
% de var. par rapport au mois préc.	0,2 %	0,9 %	0,3 %	-0,1 %	0,6 %	
% de var. par rapport à l'année préc.	3,3 %	1,1 %	2,6 %	1,1 %	2,3 %	
Taux de chômage (DD, %)	4,6 %	6,7 %	5,4 %	5,2 %	5,7 %	avr. 2019
points de pourcentage par rapport au mois précédent	-0,1	-0,2	0,5	0,2	-0,1	
points de pourcentage par rapport à l'année précédente	-0,5	0	-1,0	-1,0	-0,2	
Bénéficiaires réguliers de l'AE (DD)	41 100	51 610	15 950	15 370	441 160	févr. 2019
Variation par rapport au mois précédent	1 080	980	-70	70	4 420	
% de var. par rapport au mois préc.	2,7 %	1,9 %	-0,4 %	0,5 %	1,0 %	
% de var. par rapport à l'année préc.	-9,0 %	-15,9 %	-10,6 %	-2,7 %	-8,0 %	
Revenus hebdomadaires moyens	969,20 \$	1 140,93 \$	1 025,18 \$	952,34 \$	1 007,40 \$	févr. 2019
Variation par rapport à l'année précédente	10,71 \$	-13,28 \$	10,45 \$	24,61 \$	10,66 \$	

PRIX

	 C-B	 AB	 SK	 MB	 Canada	Dernière mise à jour
IPC (d'une année à l'autre)	2,7 %	2,2 %	2,3 %	2,3 %	2,0 %	avr. 2019
IPC (d'une année à l'autre) mois précédent	2,6 %	2,3 %	1,8 %	2,3 %	1,9 %	mars 2019

¹ PIB réel aux prix de marché, prévision pour 2019 (Conference Board du Canada, données prévisionnelles pour les provinces, hiver 2019)

DD - Données désaisonnalisées

TAD - Taux annuel désaisonné

Sources : Statistique Canada et Conference Board du Canada

CONSUMMATEURS et ENTREPRISES

	 C-B	 AB	 SK	 MB	 Canada	Dernière mise à jour
Ventes au détail (DD, millions \$)	7 266 \$	6 923 \$	1 653 \$	1 750 \$	51 295 \$	mars 2019
% de var. par rapport au mois préc.	0,7 %	2,4 %	2,1 %	-0,7 %	1,1 %	
% de var. par rapport à l'année préc.	1,2 %	2,1 %	2,6 %	1,7 %	2,6 %	
Ventes du secteur manufacturier (DD, millions \$)	4 606 \$	6 512 \$	1 364 \$	1 545 \$	57 966 \$	mars 2019
% de var. par rapport au mois préc.	3,8 %	3,9 %	-2,1 %	-1,9 %	2,1 %	
% de var. par rapport à l'année préc.	2,5 %	3,7 %	-4,4 %	-0,8 %	2,0 %	
Pemis de construire (DD, millions \$)	1 584 \$	940 \$	139 \$	292 \$	8 063 \$	mars 2019
% de var. par rapport au mois préc.	12,8 %	5,7 %	27,8 %	29,6 %	2,1 %	
% de var. par rapport à l'année préc.	-5,0 %	-21,6 %	-6,8 %	20,1 %	-2,4 %	
Mises en chantier (TAD, milliers)	51	26	2	7	235	avr. 2019
% de var. par rapport au mois préc.	44,4 %	31,3 %	-6,5 %	12,2 %	22,6 %	
% de var. par rapport à l'année préc.	23,4 %	-11,5 %	-8,5 %	8,6 %	9,7 %	

COMMERCE INTERNATIONAL

	 C-B	 AB	 SK	 MB	 Canada	Dernière mise à jour
Exportations de marchandises (millions \$)	4 236 \$	10 340 \$	2 636 \$	1 402 \$	47 564 \$	mars 2019
% de var. par rapport au mois préc.	26,7 %	30,9 %	35,3 %	37,1 %	21,6 %	
% de var. par rapport à l'année préc.	0,3 %	12,1 %	0,9 %	8,9 %	3,6 %	
Importations de marchandises (millions \$)	4 974 \$	2 563 \$	1 209 \$	2 160 \$	53 270 \$	mars 2019
% de var. par rapport au mois préc.	25,2 %	13,6 %	21,6 %	20,4 %	15,2 %	
% de var. par rapport à l'année préc.	-2,3 %	-10,2 %	8,2 %	-0,4 %	1,1 %	

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

	 C-B	 AB	 SK	 MB	 Canada	Dernière mise à jour
Population (estimation)	5 020 302	4 345 737	1 168 423	1 360 396	37 314 442	2018 (Premier trimestre)
% de var. par rapport à l'année préc.	1,3 %	1,7 %	1,0 %	1,2 %	1,4 %	
Principales villes (RMR)	Vancouver (2,650,005)	Calgary (1,486,005)	Saskatoon (322,568)	Winnipeg* (832,186)		2018
	Victoria* (395,523)	Edmonton* (1,420,916)	Regina* (257,337)	Brandon (61,507)		

* Capitale de la province

DD - Données désaisonnalisées

TAD - Taux annuel désaisonné

Sources : Statistique Canada et Conférence Board du Canada